



Chronique La révolution de la "juste mesure", par Caroline Fourest

- PRESSE -

Date de mise en ligne : dimanche 20 septembre 2009

Copyright © PSYCHOLOGUESENRESISTANCE - Tous droits réservés

Le prérapport Stiglitz mérite d'être salué à sa "juste mesure", c'est-à-dire avec enthousiasme. Une autre mesure de la performance économique permet d'espérer un autre monde, où la productivité et le produit intérieur brut ne seront plus l'alpha et l'oméga du modèle à suivre, mais une donnée parmi d'autres : la qualité de vie, les services publics, l'impact sur l'environnement, les critères sociaux... Cette révision, des économistes progressistes la rêvent depuis des décennies.

En 1990, le Programme des Nations unies pour le développement adopte l'"indice pour le développement humain", qui intègre le niveau de vie, de santé et d'éducation. D'après ce classement, les Etats-Unis ne sont plus en tête mais en quinzième place. L'Islande et la Norvège deviennent des modèles à suivre. La révolution de la mesure est en marche... Mais il manque encore une prise de conscience mondiale : la crise financière.

Personne ne la soupçonne lorsque Nicolas Sarkozy annonce vouloir réunir la crème des économistes d'avant-garde pour réfléchir à la mesure de la performance économique, en janvier 2008. La crise va donner une tout autre ampleur à cette initiative. Nicolas Sarkozy parle de "révolution", promet d'en finir avec la "religion du chiffre", s'engage à mettre les conclusions de ces économistes au programme de "toutes les organisations internationales". Il propose à ses partenaires européens de "donner l'exemple". C'est là que le test commence. Car un homme se dresse sur le chemin de cette belle ambition... le président français.

Comme Nicolas Sarkozy, le président français a une passion pour les statistiques, mais quantitatives et au service de la productivité : "Travailler plus pour gagner plus." Ministre de l'intérieur, il supprime la police de proximité : pas assez rentable du point de vue du "taux d'élucidation des affaires". Incités par des primes au "résultat", les policiers multiplient les affaires faciles (contrôles d'identité, arrestations de prostituées...) au détriment d'enquêtes longues, sans résultat immédiat. Bilan ? La tension entre jeunes et policiers augmente, et le "taux de violence sur les personnes" s'envole.

Devenu président, le même homme fixe un objectif chiffré en matière de reconduits à la frontière, sans tenir compte de la réalité, ni du cas par cas. Moralité, son ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, ne pense plus à l'intégration qu'en termes de chiffres : un seul militant UMP mangeur de porc et buveur de bière par région ! Au-delà, c'est un "problème"... Les ministres sont censés être notés. Mais la statistique ne doit pas "intégrer" les bons critères, car le ministre de l'intérieur est toujours bien coté.

En matière de santé publique, le président français a voulu noter et récompenser les hôpitaux en fonction de leur taux de mortalité... Ce qui incite à se méfier des patients un peu trop mourants. Dans la recherche, il faut remplir son quota de publications, au lieu de chercher. Les services publics sont en voie d'être privatisés ou affaiblis par des suppressions de postes massives. Encore un objectif chiffré. Grâce à de nouvelles méthodes managériales fondées sur le rendement, on "travaille plus pour se suicider plus" à France Télécom...

L'Appel des appels, un collectif réunissant les professionnels de tous ces secteurs, supplie d'arrêter cette vision chiffrée, qui conduit à la "destruction volontaire et systématique de tout ce qui tisse le lien social". De fait, le bilan est sans appel. La France régresse au classement fondé sur l'indice de développement humain.

"Nous avons construit une religion du chiffre. Nous nous y sommes enfermés. Nous commençons à percevoir l'énormité des conséquences de cet enfermement" : cette phrase n'émane pas de l'Appel des appels. Elle a été prononcée par Nicolas Sarkozy au moment du prérapport Stiglitz, au sujet de la crise financière...

Si cet homme parvient à convaincre le président français, alors oui, un autre monde est possible.

Caroline Fourest

Article paru dans l'édition du 19.09.09.